

Enjeux

Toilettes publiques : un besoin de service local

L'accès à des toilettes publiques est un droit, un enjeu de santé publique et d'égalité. Alors que la dotation varie énormément d'un territoire à l'autre, une proposition de loi réclame un quota minimum d'une toilette pour 2 500 habitants tandis qu'un sociologue appelle à en faire un service public local.

« **L**orsqu'une personne ne dispose pas d'un accès à des toilettes, elle risque de porter préjudice à sa santé, de subir une atteinte à sa dignité, de souiller le voisinage et de polluer l'environnement. L'accès aux toilettes tend à être perçu comme un droit du fait que cet accès est nécessaire dans une société qui bannit les incivilités. [Or] ce droit n'est pas mis en œuvre dans tous les domaines de la vie puisqu'il n'y a parfois pas de toilettes pour les personnes en déplacement ou sans logement », écrit Henri Smets, membre de l'Académie de l'eau, dans son rapport de 2020 intitulé « Le droit d'accès à

des toilettes en France » (1). Sont particulièrement impactés ou vulnérables les jeunes enfants, les femmes, les personnes âgées ou atteintes de certaines maladies comme la maladie de Crohn (120 000 personnes) ou la rectocolite hémorragique (80 000), les personnes sans domicile fixe, les touristes ou les travailleurs nomades (livreurs, chauffeurs de taxi...).

Fortes disparités

Si, selon ce rapport, notre pays dispose de 14 000 toilettes publiques (2), soit un pour 4 600 personnes, les écarts sont considérables entre villes, départements et régions, en

l'absence de norme minimale s'imposant aux collectivités. Les trois quarts des 35 000 communes françaises ne disposent pas de toilettes publiques. Alors qu'à Paris, tout en haut du classement des villes françaises et même européennes, il y a 750 toilettes publiques, soit une installation pour 3 100 habitants, il n'y en a que 88 à Marseille soit une pour 48 000 habitants. « Nice, Lille, Strasbourg, Toulon, Reims, pour ne citer qu'elles, se situent également en deçà de la densité moyenne d'une toilette pour 5 300 habitants dans les grandes villes, relèvent des députés LFI [Ndlr : La France Insoumise] dans leur proposition de loi, déposée en novembre dernier, visant à garantir à tous un accès égal et gratuit aux toilettes. Les quartiers populaires sont également très mal lotis. On recense une quarantaine de toilettes publiques dans toute la Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de France où vivent plus de 1,6 million de personnes. Les 86 000 habitants d'Aubervilliers doivent ainsi se partager une seule toilette publique. »

Une tentative législative précédente de Michel Lesage en 2016, prévoyant l'obligation de disposer de toilettes publiques gratuites dans les collectivités de plus de 3 500 habitants, avait été contrée par le Sénat au motif que « cela créerait une charge supplémentaire lourde à supporter par les petites collectivités. » La proposition de loi de La France Insoumise émise par François Piquemal et Mathilde Hignet demande le respect d'« un quota minimum d'une unité de toilettes publiques pour 2 500 habitants », que « l'accès aux sanitaires

3 QUESTIONS À



Gilles Namur, adjoint aux espaces publics à Grenoble (Isère)

Comment se situe Grenoble concernant les toilettes publiques ?

Après mon arrivée comme élu en charge de l'eau et de la propreté urbaine en 2020, j'ai demandé un bilan complet. Grenoble est plutôt bien doté avec une toilette publique pour 3 300 habitants (moyenne française : 1 pour 4 500). Leurs défauts : une mauvaise répartition femmes/hommes, le manque d'accès aux personnes à mobilité réduite (PMR), la vétusté, une répartition déséquilibrée entre quartiers, un centre-ville sous-doté par rapport à sa fréquentation.

Quels objectifs sont fixés par le schéma directeur adopté en 2022 ?

Augmenter l'offre dans les zones tendues, améliorer le ressenti matière de nettoyage et réparer ce qui peut l'être. L'installation de seize blocs toilettes automatiques est presque achevée mais coûte très cher (50 000 euros par bloc puis 30 000 euros de gestion annuelle). Les budgets participatifs nous ont poussés à installer des toilettes sèches dans les parcs : 102 000 euros pour six toilettes

sèches à séparation avec éolienne pour aérer les matières et panneau solaire pour la lumière. On a aussi des toilettes sèches mobiles pour les lieux festifs et l'événementiel.

Pour l'hypercentre, vous expérimentez une autre solution...

Dans l'hypercentre, il y a beaucoup de monde et pas assez de toilettes publiques alors on a pensé aux bars et restaurants. On fait un test avec dix commerçants rémunérés 100 euros HT/mois, en partenariat avec la start-up nantaise IciToilettes qui propose une application recensant et géolocalisant toutes les toilettes, leur état, la présence d'accès PMR ou de table à langer, leurs horaires et permet de laisser des commentaires. On a signé un contrat de 20 000 euros/an (pour le logiciel et l'approvisionnement des commerçants) et on réfléchit à ajouter 20 000 euros/an pour avoir la main sur le logiciel et pouvoir mettre à jour les informations.



© Alain Fréchet - Ville de Grenoble

Avec l'application « Ici Toilettes », la ville de Grenoble (Isère) permet aux visiteurs de trouver des sanitaires publics gratuits à proximité.

dans les établissements recevant du public garanti à tous [ne puisse] être soumis à aucune redevance ou condition d'achat » et « la création par voie réglementaire d'un établissement public chargé de l'application et du respect de ces dispositions ». Les députés vont essayer d'en faire une proposition de loi transpartisane ou de la présenter lors de leur prochaine séance parlementaire, mais il n'est pas sûr qu'elle aboutisse non plus cette fois-ci.

Il faut dire que le coût des toilettes publiques est très important pour les collectivités. « Le principal obstacle à surmonter est d'ordre financier (montant des investissements, frais d'entretien et coût des consommables), reconnaît Henri Smets dans son rapport. Le prix total pour construire et installer des toilettes publiques est de l'ordre de 20 000 à 40 000 euros par an par équipement (investissement, entretien, consommables) selon le type d'équipement choisi. »

L'adjoint à la mairie de Grenoble, Gilles Namur parle de 50 000 euros par bloc puis 30 000 euros de gestion annuelle pour des toilettes automatiques. « Les toilettes publiques sont à la base de la qualité urbaine et devraient être considérées comme une priorité par les collectivités, indépendamment de leur coût d'installation et d'entretien, d'où mon appel à en faire un service public local », lançait le sociologue Julien Damon dans un entretien à La Gazette des communes à l'occasion de la sortie de son ouvrage « Toilettes publiques. Essai sur les commodités urbaines » (3). Certaines villes comme Pau (Pyrénées-Atlan-

tiques) ont préféré le passage en régie en 2019, après une gestion des toilettes publiques auparavant concédée à l'incontournable JCDecaux, avec un objectif de faire 150 000 euros d'économies par an.

À Rouen (Seine-Maritime), la ville a confié le nettoyage des toilettes publiques à l'association La Régie des quartiers qui emploie une cinquantaine d'agents en parcours d'insertion.

Toilettes sèches, urinoirs féminins...

Certaines collectivités se sont fortement engagées sur ce sujet et cherchent à innover. Après Paris, Lyon, Rennes, Nantes ou Bordeaux sont les villes les plus denses d'Europe en nombre de toilettes au kilomètre carré. La Rochelle, Saint-Nazaire ou Grenoble ont voté un schéma directeur des équipements sanitaires. Plusieurs expérimentent des toilettes sèches, par exemple quand le raccordement à l'eau potable est compliqué et pour réduire la quantité d'eau consommée. La Rochelle ou Bordeaux essayent le lombricompostage avant une éventuelle extension. D'autres comme Nantes, Montreuil et Grenoble font appel aux toilettes des bars et restaurants, comme cela se fait déjà en Allemagne ou en Autriche, en partenariat avec la startup IciToilettes (4). Un des enjeux est aussi de prendre en compte l'actuelle inégalité dont sont victimes les femmes qui doivent très souvent attendre beaucoup plus que les hommes. Outre les toilettes mixtes, une des solutions peut être l'installation d'urinoirs féminins expérimentés à Paris ou Grenoble. « On nous réclame des urinoirs car il y a

une population SDF mais je ne veux pas accentuer le déficit femmes/hommes. C'est pourquoi nous sommes en contact avec Madame Pee (5) pour installer des urinoirs femmes/hommes sans raccordement, avec de jolis mobiliers urbains », explique Gilles Namur, adjoint au maire de Grenoble. | **Par Catherine Stern**

(1) s.42l.fr/acces-toilettes

(2) 20 000 en métropole et en outre-mer selon le palmarès 2023 du site Toilettespubliques.com utilisant des données d'Open Street Map.

(3) Les Presses de Sciences Po, mars 2023.

(4) ici-toilettes.fr

(5) www.madamepee.com

Paris propriétaire de ses sanisettes

Paris dispose de 435 sanitaires JCDecaux à nettoyage automatique, gratuits et accessibles aux personnes à mobilité réduite. Le marché signé en 2023 prévoit leur remplacement par des modèles plus performants avec une consommation d'eau réduite de 7 litres à 3,55 litres par utilisation et un intervalle entre chaque de 90 à 30 secondes. 42 % seront remplacés avant les Jeux olympiques. « La capacité d'accueil sera doublée pour atteindre 870 utilisateurs en simultané et la disponibilité du service multipliée par quatre », promet JCDecaux. Autre nouveauté : la ville en deviendra propriétaire, alors qu'elle était locataire, et déléguera l'entretien à JCDecaux. L'avantage d'un marché séparant installation et maintenance : « n'étant plus obligés de les déposer à l'issue du contrat, on compte les garder jusqu'à vingt à trente ans », se réjouit Laurent Grebot, ancien chef de la division services aux usagers et entretien du mobilier.